VaRRIMAG

N°1 - Juin 2022

Le magazine de la recherche et de l'innovation en Afrique de l'Ouest

VaRRIWA, un projet pour créer un environnement incitatif au transfert de technologie et à l'innovation durable en Afrique de l'Ouest

14 projets soutenus pour accompagner les acteurs de la R&I

A la découverte de l'Association Burkinabè des Inventeurs et Innovateurs (AB2i)

Recherche et Innovation en Afrique de l'Ouest

AUF

OEACP R&I

EDITORIAL

Les sociétés africaines font face à plusieurs défis liés à leur développement économique et social au nombre desquels figurent au premier plan le chômage et le sous-emploi des jeunes, l'accentuation des inégalités économiques et sociales, le dérèglement climatique et environnemental. Autant de facteurs qui impactent au quotidien la qualité de vie des populations et qui rompent nos équilibres écologiques, sociétaux, sécuritaires et plus encore.

Pour faire face à ces enjeux, il n'y a pas d'autres alternatives, il nous faudra obligatoirement revoir nos modèles et pratiques. Pour ce faire, nous sommes appelés à valoriser les savoirs produits par nos sociétés à travers nos communautés de chercheurs et d'innovateurs. Il nous faudra aussi mettre l'innovation au centre de nos actions et investissements prioritaires.

C'est ce à quoi va contribuer le Projet VaRRIWA « Valorisation des Résultats de la Recherche et de l'Innovation en Afrique de l'Ouest » qui a cet objectif ambitieux de contribuer à la création d'un environnement incitatif au transfert de technologies et à l'innovation durable en Afrique de l'Ouest.

Lancé il y a à peine une année, VaRRIWA c'est aujourd'hui:

- Un consortium composé de plus d'une vingtaine de structures porté par l'Agence Universitaire de la Francophonie en collaboration avec les agences nationales en charge de la valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation du Bénin, du Burkina-Faso, du Sénégal et du Togo ;
- 14 projets tiers intervenant au Bénin, Burkina-Faso, Sénégal et Togo et destinés à former et accompagner les acteurs de la R&I, aider à la mise en place d'entreprises issues de la valorisation des résultats de la Recherche et de l'Innovation, mettre en réseaux les acteurs de la R&I en vue de favoriser des collaborations économiquement utiles ;
- Une plateforme numérique de collaboration entre les acteurs de la R&I en Afrique de l'Ouest, du secteur privé, des acteurs publics, des investisseurs, etc.

C'est pour moi l'occasion de remercier les ministres en charge de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche du Bénin, du Burkina Faso, du Sénégal et du Togo qui ont tout de suite compris les enjeux et mis à la disposition du consortium les moyens nécessaires à une bonne mise en œuvre des activités prévues.

Je voudrais tout particulièrement remercier mes collègues :

- Pr. Kokou Kouami, Directeur de la Recherche Scientifique et Technologique du Togo
- Pr. Cheikh Lo, Directeur général de l'Agence nationale de la recherche scientifique appliquée (ANRSA) du Sénégal
- Pr Louis SAWADOGO, Directeur général de l'Agence Nationale de Valorisation des Résultats de la Recherche et des Innovations (ANVAR) du Burkina Faso
- Pr Pierre DOSSOU YOVO, Directeur de l'Agence Béninoise de Valorisation des Résultats de la Recherche et de l'Innovation Technologique -ABeVRIT.

Le magazine VARRIMAG, dont j'ai l'honneur de vous présenter, ici, le premier numéro, a pour objectif de rendre visible le travail de nos chercheurs et innovateurs. Il comportera deux numéros par an et se veut, à terme, la première source d'informations sur la Recherche et l'Innovation en Afrique de l'Ouest.

A travers ce premier numéro de VaRRIMAG nous vous invitons à :

- Découvrir le projet VaRRIWA, ses objectifs, ses résultats et chantiers prioritaires ;
- Connaitre les membres du consortium VaRRIWA et découvrir les 14 projets tiers financés à hauteur de deux millions huit cent quarante mille euros ;
- Découvrir les activités de l'Association burkinabé des Inventeurs et innovateurs et
- Rencontrer Mamadou Lamine Kebe, Grand prix du chef de l'État pour l'innovation numérique et promoteur de la start-up sénégalaise « Tolbi », spécialisée dans l'agriculture digitale.

Je vous souhaite une bonne lecture et vous donne rendez-vous au prochain numéro de VaRRIMAG, votre magazine d'information sur l'actualité de la recherche et de l'innovation en Afrique de l'Ouest.

Ouidad TEBBAA
Directrice régionale Afrique de l'Ouest Agence universitaire de la Francophonie (AUF)

INDEX

SOMMAIRE

1.

VaRRIWA un projet pour créer un environnement incitatif au transfert de technologie et à l'innovation durable en Afrique de l'Ouest

2.

14 projets soutenus pour accompagner les acteurs de la R&I

3.

A la découverte de l'Association Burkinabè des Inventeurs et Innovateurs (AB2i)

Equipe de Rédaction

Partie 1

Laurent ILBOUDO
Alioune FAYE
Mouhameth BEYE
Lamine THIAM

Partie 2

Yves YAO SOGLO
Akouete AYABA
François KAGAMBEGA
Moussa SIDIBE

Partie 3

François KAGAMBEGA
Mouhameth BEYE
Caroline BARTH

Partie 1

VaRRIWA, un projet pour créer un environnement incitatif au transfert de technologie et à l'innovation durable en Afrique de l'Ouest.

VaRRIWA en bref

Le projet VaRRIWA – Valorising Research Results and Innovation in West Africa (Valoriser les résultats de la recherche et de l'innovation en Afrique de l'Ouest) s'inscrit dans le cadre du Programme OEACP Recherche et Innovation (OEACP R&I), un programme financé par l'Union européenne et mis en œuvre par l'Organisation des Etats d'Afrique du Caraïbe et du Pacifique dont l'objectif est de renforcer les capacités de recherche et d'innovation dans les pays ACP.

Le projet VaRRIWA a pour objectif de **« Contribuer à la création d'un environnement incitatif au transfert de technologie et à l'innovation durable en Afrique de l'Ouest ».**

Le projet est mis en œuvre dans 04 pays de l'Afrique de l'Ouest que sont le Bénin, le Burkina Faso, le Sénégal et le Togo pour une durée de 48 mois.

Il est piloté par l'Agence universitaire de la Francophonie en rapport avec les structures nationales en charges de la valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation au sein des 04 pays cibles du projet :

- Agence Béninoise de Valorisation des Résultats de la Recherche et de l'Innovation Technologique (ABeVRIT);
- Direction de la Recherche Scientifique et Technique (DRST) ;
- Agence Nationale de la Recherche Scientifique Appliquée (ANRSA) ;
- Agence Nationale de Valorisation des Résultats de la Recherche et des Innovations (ANVAR) ;

Les activités phares proposées par VaRRIWA dans cette perspective s'articulent autour de 03 composantes principales :

- Formations des acteurs (chercheurs, innovateurs, entrepreneurs) sur la valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation ;
- Mise en place de dispositifs d'accompagnement à la valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation ;
- Mise en réseaux des acteurs pour favoriser des partenariats publics-privés.

OEACP R&I | PROGRAMME OEACP RECHERCHE ET INNOVATION

Valorising Research Results and Innovation in West Africa (VaRRIWA)

FONDS POUR L'INNOVATION

Valorising Research Results and Innovation in West Africa (VaRRIWA)

CONSORTIUM DU PROJET

COORDINATEUR DU PROJET

Agence Universitaire de la Francophonie (AUF), France

PARTENAIRES

Agence Béninoise de Valorisation des Résultats de la Recherche et de l'Innovation Technologique (ABeVRIT), Bénin

Agence Nationale de la Recherche Scientifique Appliquée (ANRSA), Sénégal

Agence Nationale de Valorisation des Résultats de la Recherche et des Innovations (ANVAR), Burkina Faso

Direction de la Recherche Scientifique et Technique (DRST), Togo

LIEU

Afrique occidentale: Bénin, Burkina Faso, Sénégal, Togo

DURÉE

Février 2021 – Janvier 2025

BUDGET TOTAL

4 942 231 EUR

CONTRIBUTION UE

4 195 954 EUR

CONTACT DU PROJET

Mme Ouidad Tebbaa
Agence universitaire de la Francophonie (AUF)- Afrique de l'Ouest
ouidad.tebbaa@auf.org
https://www.auf.org/nouvelles/appels-a-candidatures/appel-propositions-varriwa-valorisation-des-resultats-de-la-recherche-et-de-linnovation-en-afrique-de-louest

DÉFI

La faible valorisation des résultats de la recherche universitaire et les faibles niveaux d'utilisation de ces résultats qui en découlent, limitent les possibilités de développement économique, d'emploi et de satisfaction des demandes du marché au Bénin, au Burkina Faso, au Sénégal et au Togo.

OBJECTIF

Les liens entre le monde universitaire, les secteurs public et privé et la société civile seront renforcés afin que les résultats de la recherche et de l'innovation (R&I) soient facilement accessibles et efficacement diffusés, exploités et utilisés. Un écosystème de recherche sera créé avec des acteurs actifs en amont (identification des besoins en matière de R&I et élaboration de solutions) ainsi qu'en aval (exploitation économique et application des solutions) en prenant en compte les politiques de R&I nationales et régionales.

JUSTIFICATION

La faiblesse des politiques nationales de R&I, l'absence de stratégies de transfert de technologie, la fragmentation de la recherche entre diverses institutions publiques et privées ne possédant pas de liens stratégiques, et l'insuffisance des fonds alloués à la recherche et au développement (R&D) sont des handicaps majeurs pour la valorisation et l'adoption des solutions de R&I (procédés, produits et services) au Bénin, au Burkina Faso, au Sénégal et au Togo. Cette situation est aggravée par la méconnaissance des politiques nationales de R&I et des mécanismes de transfert de technologie au niveau des chercheurs, la faiblesse des liens entre les décideurs politiques et le monde universitaire, et la méfiance mutuelle entre les chercheurs et les innovateurs.

En d'autres termes, il y a un important manque de synergies dynamiques entre les chercheurs, les innovateurs, les autres acteurs socio-économiques, la société civile et les pouvoirs publics.

Les acteurs de la R&I devront savoir comment collaborer, appliquer les politiques nationales et régionales de R&I, développer des solutions correspondant aux besoins du marché et protéger les résultats de leur R&I. L'intégration des acteurs publics et privés de la R&I dans ce processus est importante pour obtenir des synergies, comprendre les besoins de chacun et partager les bonnes pratiques et une vision commune pour parvenir à un développement durable dans la région.

Les obstacles existants et les craintes des chercheurs concernant la protection des données doivent être surmontés pour leur permettre de diffuser leurs résultats (ex : par des publications), de les utiliser dans d'autres activités de R&I (ex : exploitation commerciale de produits et de procédés, création de services, activités de normalisation), de créer des partenariats et de poursuivre le développement de nouvelles connaissances.

L'intégration des innovateurs dans ce processus est également importante afin de garantir une adéquation des sujets de recherche avec les besoins des consommateurs et des acteurs économiques, mais aussi pour faire reconnaître l'excellence des chercheurs ouest-africains au niveau national, régional et international.

Le programme OEACP R&I est une initiative mise en œuvre par le Secrétariat de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) et financée par l'Union européenne (UE).

MÉTHODE

VaRRIWA mobilise un large éventail d'acteurs de R&I des secteurs public et privé au Bénin, au Burkina Faso, au Sénégal et au Togo : universités et centres de recherche, petites et moyennes entreprises (PME) et incubateurs, organisations de la société civile (OSC) et autorités publiques.

Avec l'implication des agences nationales de promotion de la R&I, VaRRIWA vulgarise largement les politiques et stratégies nationales en mettant l'accent sur la valorisation des résultats de la R&I. Il s'agira de développer une plateforme régionale numérique de coordination et de renforcement des synergies entre tous les acteurs de R&I dans la région. VaRRIWA crée également un référentiel des besoins en R&I afin de faciliter un plus grand alignement entre l'offre en R&I et la demande du marché.

VaRRIWA finance des projets, mis en œuvre par des organisations ou des consortiums, sélectionnés par le biais d'appels à propositions (voir le site web pour plus de détails), sur les priorités suivantes :

- Développer des formations sur la valorisation des résultats de la R&I, sur leur vulgarisation et leur exploitation économique.
- Construire un dispositif régional d'accompagnement à la valorisation des résultats de la R&I.
- Faciliter la collaboration régionale entre les acteurs de la R&I par la mise en réseaux et l'organisation d'échanges et de partenariats publics-privés.

VaRRIWA fournit une formation aux acteurs de la R&I sur les politiques nationales de R&I et les spécificités liées aux pays, ainsi que sur les stratégies de communication. En outre, VaRRIWA fournit un soutien promotionnel sur ces sujets au public par le biais des médias grand public et des médias sociaux.

RÉSULTATS ATTENDUS

Impacts

Un environnement propice au transfert de technologie et à l'innovation durable au Bénin, au Burkina Faso, au Sénégal et au Togo.

Effets

- Des mécanismes d'exécution des activités de R&I, et protection, adoption et valorisation des résultats de la R&I effectivement appliqués par les chercheurs et les innovateurs.
- Une coopération accrue entre les chercheurs et les innovateurs pour faciliter la valorisation des résultats de la R&I et le transfert de technologies.

Produits

- Des chercheurs et des innovateurs informés sur les politiques nationales de recherche et des instances qui y sont liées.
- Un référentiel sur les besoins et l'offre de la R&I des acteurs économiques et de la société civile.
- Des chercheurs et des innovateurs formés aux méthodologies de recherche et à la valorisation et l'exploitation économique des résultats associés.
- Une plateforme régionale pour renforcer les liens entre chercheurs et innovateurs des secteurs public et privé.
- Des échanges entre chercheurs et innovateurs au niveau national et régional pour promouvoir la confiance mutuelle, l'échange de bonnes pratiques et le transfert de technologies.
- Des chercheurs et des innovateurs au niveau national et régional accompagnés à valoriser des résultats de la R&I.

PRIORITÉS DU PROGRAMME

Synergies dans l'écosystème de la R&I (secteur privé, transfert de technologie, valorisation de la R&I).

Connaissances locales et autochtones.

SECTEUR

Développement durable

MOTS CLÉS

recherche, innovation, valorisation, spin-off, réseau multipartite, FabLab

if@oacps-ri.eu
www.oacps-ri.eu

Un consortium fort pour relever de manière inclusive les défis liés à la valorisation des résultats de la R&I en Afrique de l'Ouest

Signature des conventions du projet VaRRIWA par les membres du consortium

Le projet s'est construit autour des acteurs gouvernementaux en charge de la mise en œuvre de la politique de R&I au Bénin, Burkina Faso, Sénégal et Togo.

Il s'agit de :

L'Agence Béninoise de Valorisation des Résultats de la Recherche et de l'Innovation Technologique (ABeVRIT)

Elle a pour mission fondamentale « la mise en œuvre, en collaboration avec les structures publiques et privées concernées, de la stratégie nationale de développement technologique et industriel, notamment par l'exploitation des résultats de la recherche ».

Dans ce cadre, l'ABeVRIT est chargée entre autres de :

- Promouvoir les savoirs et savoir-faire endogènes, les transferts de technologie et l'innovation technologique ;
- Faciliter la diffusion et l'utilisation des résultats de la recherche ;
- Mobiliser les financements nécessaires à l'utilisation des innovations et au transfert des technologies des centres de recherche vers les entreprises qui en manifestent le besoin ;
- Gérer l'appui à la mise en œuvre des innovations dans les petites et moyennes entreprises (PME), ainsi que les petites et moyennes industries (PMI) ;
- Promouvoir dans les entreprises une politique de formation dans les domaines du management des projets, de l'évaluation technologique, du marketing, de la protection intellectuelle et du partenariat industriel ;
- Développer et promouvoir la coopération et les échanges entre le secteur de la recherche et les secteurs utilisateurs, pour assurer la valorisation ;
- Organiser la veille technologique , notamment par la mise en place d'observatoires, d'incubateurs et de réseaux de diffusion de la technologie.

Direction de la Recherche Scientifique et Technique (DRST)

La Direction de la recherche scientifique et technique du Togo est un démembrement du ministère togolais en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche et a pour mission principalement de :

- Coordonner l'exécution des décisions arrêtées par le Conseil national de la recherche scientifique ;
- Suivre les activités de recherche scientifique menées au Togo ;
- Etudier, en collaboration avec le Ministère directement intéressé,toute demande d'autorisation de recherche en provenance des institutions ou organismes étrangers ;
- Négocier, en collaboration avec les institutions intéressées, des conventions et programmes dans le domaine de la recherche scientifique avec les pays ou organismes étrangers.

Agence Nationale de la Recherche Scientifique Appliquée (ANRSA)

L'Agence National de la Recherche Scientifique Appliquée (ANRSA) » est une structure du Gouvernement du Sénégal placée sous la tutelle du Secrétaire général de la Présidence de la République et chargée de superviser et de coordonner, dans toute l'étendue du territoire la recherche scientifique appliquée en veillant à favoriser l'application des découvertes réalisées en recherche fondamentale dans le monde économique, et notamment dans le monde agricole et industriel.

Agence Nationale de Valorisation des Résultats de la Recherche et des Innovations (ANVAR) du Burkina Faso

L'ANVAR est une agence spécialisée du gouvernement Burkinabé, sous tutelle technique du ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MRSI).

Elle a pour mission :

- Coordonner l'élaboration et la mise en œuvre de la politique et des stratégies nationales de valorisation des résultats de la recherche et des innovations, en liaison avec les administrations concernées ;
- Instruire les demandes de partenariat et d'appui émanant des chercheurs et innovateurs indépendants ou non, des organisations et des associations intervenant dans les domaines de la recherche scientifique et technologique et de l'innovation ;
- Réaliser des études de référence et des études prospectives en matière de valorisation de l'expertise nationale, des résultats de la recherche et des innovations en liaison avec les administrations concernées.

VaRRIWA en 2021,

une année de mise en place des fondamentaux pour le développement d'un cadre pertinent et durable de valorisation des résultats de la R&I en Afrique de l'Ouest

La première année de mise en œuvre du projet a été celle où les jalons ont été posés pour la mise en place des principaux outils devant permettre de supporter les actions directes qui seront déployées en faveur de l'appui des acteurs de la R&I en Afrique l'Ouest.

Quatre chantiers majeurs du projet ont ainsi été engagés :

1. La sensibilisation des acteurs sur les politiques nationales en matière de valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation par le biais de l'organisation d'une dizaine d'ateliers de dissémination des politiques nationales en matière de valorisation dans les 04 pays du projet, regroupant plus de mille (1000) participants.
2. le lancement d'une étude-cartographie des acteurs, résultats et besoins en matière de recherche et innovation dans les 04 pays du projet ; dont l'objectif est d'analyser à la fois l'offre et la demande en matière de R&I et de proposer les meilleurs mécanismes pour faciliter une plus grande collaboration entre les acteurs (chercheurs et innovateurs, secteur privé, société civile, pouvoirs publics) en vue de la valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation au Bénin, Burkina Faso, Sénégal et Togo.
3. la mise en place de la plateforme régionale numérique de coordination et de renforcement des synergies entre les acteurs de la recherche et de l'innovation en Afrique de l'Ouest ; dont l'objectif est de permettre aux acteurs de la R&I en Afrique de l'Ouest d'accéder à un ensemble de ressources numériques sur la thématique, s'informer, se former et interagir pour développer leurs projets et entrer en relation avec des acteurs du secteur industriel, de la finance, etc.
4. la sélection et le financement de 14 projets tiers grâce aux appels à propositions (AAP) lancés.

Partie 2

VaRRIWA en action : 14 projets financés et des ateliers de dissémination dans 3 pays. Retours sur les moments et événements forts en 2021

Cérémonie de lancement officiel du projet VaRRIWA

Après une semaine intense consacrée par les parties prenantes du projet, tous réunis à Dakar, à l'élaboration des différents documents stratégiques, le projet VaRRIWA a été lancé officiellement le 4 juin 2021 par le représentant du Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation du Sénégal, M. Amadou Gallo DIOP, Directeur général de la recherche et de l'innovation et en présence de Son Excellence, Mme la Représentante personnelle du Président de la République auprès de la Francophonie, Mme Penda MBOW et de diverses personnalités de premier plan du monde scientifique et académique du Sénégal, dont M. Oumar SOCK, Secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences du Sénégal.

Cette cérémonie organisée de manière hybride a vu la participation, à distance, du Recteur de l'AUF, M. Slim KHALBOUS, Mme Simona MARI, Représentante de la Direction générale des Partenariats internationaux de la Commission européenne, de la Représentante du Sous-secrétaire général de l'OEACP (Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique), Mme Aya KASASA, Experte dans le département PAHD, et du Président de Sorbonne Université, M. Jean CHAMBAZ. En présentiel, la cérémonie a réuni une trentaine de participants notamment la Directrice régionale de l'AUF en Afrique de l'Ouest, Mme Ouidad TEBBAA, la Directrice des projets de l'AUF, Mme Sabine LOPEZ, ainsi que les Directeurs de l'Agence Béninoise de Valorisation des résultats de la Recherche et de l'Innovation Technologique (ABeVRIT), de l'Agence Nationale de Valorisation des Résultats de la Recherche et des Innovations du Burkina Faso (ANVAR), de l'Agence Nationale de la Recherche Scientifique Appliquée du Sénégal (ANRSA) et de la Direction de la Recherche Scientifique et Technique du Togo (DRST).

Pour le Recteur de l'AUF, M. Slim KHALBOUS, ce projet est d'autant plus important qu'il comporte trois axes majeurs : l'amélioration des compétences professionnelles dans le domaine des transferts de technologie, la gouvernance de la recherche et de l'innovation et le réseautage. Ces trois axes

entrent, selon lui, en droite ligne dans la stratégie 2021 – 2025 de l'AUF qui accorde une place capitale à la recherche-innovation.

Dans son allocution, la représentante de l'OEACP a insisté sur le fait que ce projet répond à l'une des principales priorités du fonds ACP pour l'innovation qui vise à accroitre la culture numérique, la connaissance de l'utilisation des technologies émergentes, le renforcement des liens entre le développement des compétences en recherche et innovation, la demande du marché du travail et enfin la promotion des synergies dans l'écosystème de la recherche et de l'innovation.

Après le discours des officiels, suivi d'une conférence de presse à laquelle ont pris part des journalistes des pays concernés, qui avaient suivi la cérémonie de lancement en présentiel et par visioconférence depuis les campus numériques francophones de l'AUF, au Bénin, au Burkina et au Togo, les parties prenantes du projet ont procédé à la signature des conventions.

Ateliers de dissémination des stratégies nationales de R&I

L'un des objectifs majeurs du projet VaRRIWA est d'informer et de former les acteurs de la recherche sur les politiques nationales, les mécanismes de protection, d'adoption, de valorisation et de mise en œuvre de la R&I. Dans ce sillage des ateliers de dissémination des stratégies nationales de R&I sont organisés au Bénin, au Burkina Faso et au Togo.

Des ateliers de dissémination à trois étapes au Bénin ...

Etape de Cotonou

Le premier atelier de dissémination a été initié à Cotonou par l'Agence Béninoise de Valorisation des résultats de la Recherche et de l'Innovation Technologique (ABeVRIT), en marge du lancement officiel du projet VaRRIWA au Bénin. Plusieurs acteurs ont été conviés à cette rencontre dont le Directeur de la Programmation et de la Perspective, représentant Madame la ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, des Recteurs et Vice-Recteurs des Universités Nationales du Bénin, des chercheurs, d'organisations de la société civile etc.

Etape de Parakou

La deuxième activité de dissémination s'est déployée le 16 décembre 2021 dans la région de Parakou, plus précisément à l'Université de Parakou en présence du Recteur, du corps professoral, des chercheurs et des doctorants. Elle a permis aux différents acteurs de la région d'échanger sur « la gouvernance de la recherche-innovation ».

Etape de Kétou

La dernière étape des activités de dissémination a été accueillie par l'Université Nationale d'Agriculture (UNA) sur le site de Kétou dans le Sud-Est du Bénin. L'occasion a été saisie, durant cette rencontre, pour présenter la stratégie nationale de valorisation des résultats de la recherche aux enseignants-chercheurs, chercheurs, doctorants et étudiants.

De la dissémination dans les universités et les centres de recherche burkinabés ...

Prenant le relais de l'ABeVRIT, l'Agence Nationale de Valorisation des Résultats de la Recherche et des Innovations du Burkina Faso (ANVAR) a initié trois ateliers de dissémination, les 14, 21 et 23 décembre 2021, respectivement à l'Institut Supérieur de Ouagadougou, à l'Université Joseph Ki-Zerbo et à l'Université Aube Nouvelle. Durant ces trois rencontres, l'équipe de l'ANVAR, qui était au chevet des enseignants-chercheurs, des doctorants et des étudiants, a sensibilisé les participants sur la Stratégie Nationale de Valorisation des résultats de la recherche. Une formation sur les outils de valorisation et les systèmes de protection des résultats de recherches, des innovations et des inventions a été également dispensée par les représentants du Centre National de Propriété Intellectuelle (CNPI) au profit des bénéficiaires.

Mais aussi...

L'équipe de l'ANVAR s'est également rendu, le 22 décembre 2021, au ministère des Ressources Animales et Halieutique pour présenter, aux différents démembrements du ministère, la loi d'orientation de la recherche et de l'innovation (LORSI) et la Stratégie Nationale de Valorisation des résultats de la recherche. Outre le personnel du ministère, des journalistes et des acteurs de la société civile ont été conviés à ces échanges pour les sensibiliser sur leur rôle dans la réussite de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Valorisation des résultats de la recherche.

Au Togo, 375 acteurs sensibilisés dans 5 régions différentes...

A l'initiative de la Direction de la Recherche Scientifique et Technique du Togo (DRST), les ateliers dissémination des stratégies nationales de recherche et innovation au Togo se sont déroulés du 22 au 26 novembre 2021. Ces ateliers ont eu lieu dans les cinq (05) régions économiques du Togo et ont connu la participation de trois-cent soixante-quinze (375) acteurs composés de chercheurs, des représentants des collectivités territoriales, des services sectoriels déconcentrés, des directeurs des services techniques, des responsables des organisations de la société civile, des responsables des organisations paysannes, des entrepreneurs etc. Ces ateliers ont permis aux différents acteurs d'échanger autour de la politique nationale de la recherche et de l'innovation (PNRI) au Togo.

Par ailleurs, un rappel a été fait aux acteurs présents sur les objectifs et axes majeurs d'intervention de la PNRI du Togo dont la vision repose sur une plus grande contribution du secteur de la recherche sur la croissance économique durable et inclusive. L'objectif général de la PNRI étant de réformer le système de la recherche en vue de la transformation significative de l'économie nationale pour un développement durable et inclusif.

Réunion de lancement des projets tiers financés

Les 14 projets retenus ont été lancé officiellement le 01 mars 2021 à l'occasion d'un atelier qui s'est tenu en ligne et qui a réuni, pendant trois jours, les équipes de l'AUF, les agences partenaires du projet VaRRIWA et l'ensemble des structures bénéficiaires des subventions du projet.

La cérémonie officielle de lancement des projets financés a été présidée par la Directrice régionale de l'AUF Afrique de l'Ouest en présence des représentants de l'OEACP, des directeurs généraux des agences partenaires du projet VaRRIWA, des recteurs et directeurs généraux des universités et structures bénéficiaires.

Pour Mme Ouidad TEBBAA, Directrice régionale de l'AUF Afrique de l'Ouest, le financement des projets sélectionnés permettra, dans les 04 pays du projet (Sénégal, Benin, Burkina Faso et Togo) de « de mettre sur pied des dispositifs d'accompagnement à la valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation, de développer des programmes de formations au profit des chercheurs, innovateurs, inventeurs et entrepreneurs sur la propriété intellectuelle et les mécanismes de valorisation économique des résultats de la recherche et de l'innovation et de mettre en réseau tous les acteurs de la recherche et de l'innovation pour faciliter la coopération entre acteurs et permettre une systématisation du transfert de technologie ».

Rencontre annuelle des parties prenantes du projet

VaRRIWA

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet Valorising Research Results and Innovation in West Africa (VaRRIWA), les parties prenantes du projet des quatre pays d'intervention (Bénin, Burkina Faso, Sénégal et Togo) se sont réunis les 10 et 11 mars 2022 à Cotonou au Bénin pour leurs travaux annuels. La cérémonie de lancement de la

rencontre a été présidée par la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche Scientifique le Prof. Eléonore Yayi LADÉKAN en présence de la Directrice régionale de l'AUF en Afrique de l'Ouest, le Prof. Ouidad TEBBAA.

Cette rencontre internationale qui a duré deux jours s'inscrit dans la dynamique de mise en exécution des projets tiers financés par VaRRIWA. Selon le Directeur général de l'Agence Béninoise de Valorisation des Résultats de recherche et de l'Innovation Technologique, et porte-parole des agences partenaires, le professeur Pierre Dossou-Yovo, « Cette réunion marque, pour le Bénin, le démarrage des activités des 03 projets financés par VaRRIWA dans le pays ».

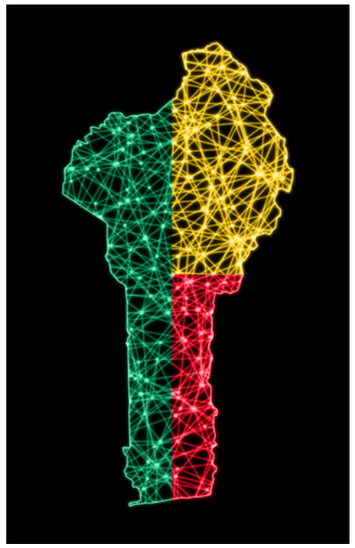
C'est dans le même sens que Madame la Ministre Scientifique le Prof. Eléonore Yayi Ladékan a rappelé que les importants résultats attendus des 03 initiatives financées par VaRRIWA au Bénin permettront, à l'horizon 2025, de mettre en place 25 entreprises issues de l'exploitation des résultats de la recherche, de créer plus de 300 emplois directs et de former près 500 acteurs de la recherche et de l'innovation sur les techniques de valorisation et de l'exploitation économique des résultats de la recherche et de l'innovation.

14 projets lancés en vue d'accélérer la valorisation des résultats de la R&I en Afrique l'Ouest

A la suite de la clôture de l'appel à proposition de projets, le comité de sélection VaRRIWA s'est réuni une première fois au Burkina Faso du 18 au 22 octobre 2021 et au cours de cette réunion 09 projets ont été sélectionnés sur les 14 envisagés. Trois lots sont revenus infructueux et ont fait l'objet du second appel à proposition de projets. Une autre réunion du comité de sélection s'est tenue cette fois en ligne le mercredi 05 janvier 2022. Au terme de cette réunion 05 projets ont été retenus. Ainsi au total 14 projets ont été retenus et se présentent comme suit :

- **Priorité 1 :** Développer des formations sur la valorisation des résultats de la recherche-innovation (R&I) et de leur exploitation économique ; 04 projets financés (un par pays cible).
- **Priorité 2 :** Construire un dispositif d'accompagnement à la valorisation de la R&I ; 8 projets financés (deux par pays cible).
- **Priorité 3 :** Faciliter la collaboration par la mise en réseaux et l'organisation d'échanges et de partenariats publics-privés 2 projets financés (sur le plan sous-régional).

Bénin



RVRI-UAC :
Renforcement du dispositif de valorisation de la recherche-innovation à l'Université d'Abomey Calavi du Bénin

Entité porteuse :
Université d'Abomey-Calavi

Budget :
177 105,66 €

Objectif principal :
Valoriser les résultats de la recherche et de l'innovation de l'Université d'Abomey-Calavi à travers le renforcement de capacités techniques et financières de l'incubateur d'entreprises UAC Startup Valley et du Centre de Promotion des Transferts de Technologie (CPTT).

Activités phares :
Incubation et accompagnement à la maturation et l'installation d'une vigntaine d'entreprises nées des résultats de la recherche

VABRINOV :
Diagnostic du système d'innovation et renforcement des capacités des acteurs de recherche sur la valorisation et la protection des innovations au Bénin

Entité porteuse :
Université d'Abomey-Calavi

Budget : 174 059,43 €

Objectif principal :
Accroître la production d'innovations brevetables ou de haute valeur sociale au Bénin.

Activités phares :
Etudes endogènes et exogènes du non-recours des chercheurs aux droits de propriété intellectuelle, formation des acteurs sur les thématiques liées à la valorisation.

PAVRIB :
Projet d'Accompagnement de la Valorisation de la Recherche pour l'Innovation au Bénin

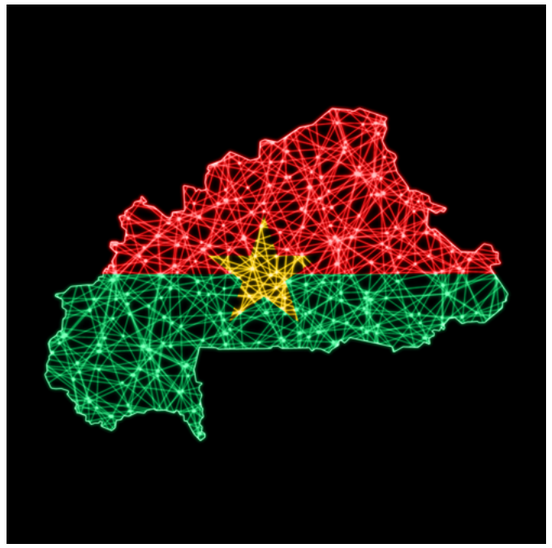
Entité porteuse :
Université de Parakou

Budget : 184 576,79 €

Objectif principal :
Améliorer l'employabilité et l'insertion socioprofessionnelle des jeunes et femmes diplômés des universités à travers la valorisation de la recherche et l'innovation au Bénin.

Activités phares :
Création et équipement d'un espace de valorisation des résultats de recherche et d'innovations; accompagnement à la création et la maturation d'entreprises.

Burkina Faso



BTTi-UJKZ :

Renforcement de l'incubateur académique -Bureau de transfert de technologies de l'Université Joseph KI-ZERBO

Entité porteuse :

Université Joseph Ki-Zerbo

Budget : 173 597,78 €

Objectif principal :

Améliorer le dispositif d'accompagnement à la valorisation de la recherche-innovation au Burkina Faso.

Activités phares :

Aménagement d'un espace coworking et du bureau de transfert de technologies; accompagnement à la maturation de projets de valorisation et de transferts de technologie

CITI-CNRST :

Implantation d'un Centre d'Incubateur de Technologies Innovantes au Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique

Entité porteuse :

CNRST du Burkina Faso

Budget : 185 930,32 €

Objectif principal :

Contribuer à la valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation par une offre de services d'incubation de technologies issues de la recherche et de l'innovation promouvant l'entrepreneuriat.

Activités phares :

Renforcement des capacités techniques et opérationnelles de l'incubateur et structures de valorisation du CNRST, Accompagnement à la création d'entreprises issues de la recherche.

CEFEVRRI :

Centre de Formation et d'Expertise en Valorisation des Résultats de la Recherche et de l'Innovation

Entité porteuse :

Université Nazi-Boni

Budget : 173 991,59 €

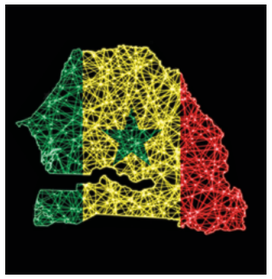
Objectif principal :

Accroitre les connaissances et compétences des acteurs de la recherche et de l'innovation en matière de valorisation (protection, transfert et diffusion de l'innovation dans la sphère socioéconomique, exploitation économique, partenariats publics/privés, etc.) au Burkina Faso.

Activités phares :

Création d'un centre de formation et d'expertise en valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation; formation des acteurs (chercheurs, innovateurs, entrepreneurs), formation de formateurs

Sénégal



PFVRIEES :

Projet de Formation sur la Valorisation des Résultats de la recherche innovation et de leur exploitation économique au Sénégal

Entité porteuse :

Université Virtuelle du Sénégal

Budget : 152 101,4 €

Objectif principal :

Contribuer au renforcement des capacités techniques des acteurs en matière de valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation.

Activités phares :

Mise en place d'une plateforme e-learning opérationnelle dédiée à la formation des acteurs.

FORUM MICD-AO :

Forum des Matériaux Innovants et de la Construction Durable en Afrique de l'Ouest

Entité porteuse :

Ecole Supérieure Polytechnique de l'UCAD

Budget : 356 486,47 €

Objectif principal :

Stimuler les partenariats et les financements pour valoriser les acquis scientifique dans le secteur des matériaux de construction durable en Afrique.

Activités phares :

Organisation d'un forum international sur les matériaux de construction durable.

APEX :

Appui à la création d'un Pôle d'Excellence national pour mutualiser et accélérer le transfert des résultats de la recherche agricole et agroalimentaire au Sénégal

Entité porteuse :

ISRA du Sénégal

Budget : 180 858,5 €

Objectif principal :

Mettre en place un Pôle d'Excellence National pour accélérer le transfert de technologies aux utilisateurs et la valorisation des résultats de la recherche.

Activités phares :

Accompagnement à la maturation des technologies, inventions et innovations.

VALMEDTRA :

Valorisation des Médicaments Traditionnels Améliorés pour le traitement de l'hypertension artérielle au Sénégal

Entité porteuse :

Université Gaston Berger

Budget : 174 817,06 €

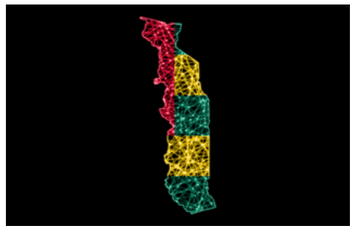
Objectif principal :

Valoriser les résultats de la recherche sur les phytomédicaments antihypertenseurs au Sénégal.

Activités phares :

Mise en place d'une plateforme d'appui à la valorisation des phytomédicaments antihypertenseurs au sein de l'UGB ; accompagnement à la professionnalisation des groupements de femmes productrices de plantes phytosanitaires dans la zone nord.

Togo



CAVRIS TOGO :

Centre d'Accompagnement à la Valorisation des Résultats de la Recherche-Innovation dans le domaine des sciences et technologies au Togo

Entité porteuse :

Université de Kara

Budget : 192 610,06 €

Objectif principal :

Mettre en place un centre d'accompagnement pour contribuer à la valorisation de la recherche et à l'accompagnement des startups au Togo.

Activités phares :

Mise en place du centre d'accompagnement à la valorisation et d'un FabLab (mécanique, électronique, informatique et agrochimie).

PPP-VRI :

Renforcement du cadre de partenariats entre les acteurs publics et privés pour le financement et la valorisation des résultats de la recherche et l'innovation (PPP-VRI)

Entité porteuse :

Université de Lomé

Budget : 359 264 €

Objectif principal :

Promouvoir le réseautage entre les acteurs de la R&I et le monde socioéconomique pour le financement des projets/programmes de R&I et la mise à échelle des innovations technologiques dans un cadre de partenariat public-privé.

Activités phares :

Organisation d'un forum international pour la facilitation de la collaboration entre acteurs de la R&I.

FORVARRITO :

Formation à la Valorisation des Résultats de la Recherche et de l'Innovation au Togo

Entité porteuse :

Université de Kara

Budget : 165 464,02 €

Objectif principal :

Former les doctorants, les chercheurs, les inventeurs/innovateurs et les entrepreneurs sur les méthodologies de la recherche, la valorisation et de l'exploitation économique des résultats de la recherche.

Activités phares :

Mise en place d'un MOOC sur la valorisation et formation en présentiel des inventeurs et entrepreneurs au Togo.

UVI2A :

Mise en place d'une Unité de Valorisation des Innovations Agricole et Agroalimentaire

Entité porteuse :

Institut Togolais de Recherche Agronomique

Budget : 194 451,01 €

Objectif principal :

Contribuer à l'amélioration d'un environnement de succès aux entreprises innovantes agricoles et agro-alimentaires au Togo.

Activités phares :

Aménagement d'un incubateur pour l'accompagnement des innovations agricoles.

Partie 3

Focus Expert : A la découverte des Inventeurs et Innovateurs du Burkina et d'une start-up sénégalaise spécialisée dans l'agriculture digitale

L'association des innovateurs du Burkina Faso : valorisation des savoirs locaux

L'Association Burkinabè des Inventeurs et Innovateurs (AB2i) est une association professionnelle, regroupant des hommes et des femmes intervenant dans divers domaines d'activités dans lesquels ils travaillent d'arrache pieds pour l'amélioration des conditions de vie et de travail des populations à travers l'innovation. Créée en 2013 conformément à la Loi N° 064-2015/CNT portant liberté d'association au Burkina Faso, elle est présente dans les 13 régions du pays et compte soixante (60) membres actuellement.

Cette structure associative a pour objectifs de/d' :

- aider les inventeurs et innovateurs à mener à bien leurs activités ;
- promouvoir et vulgariser les résultats des travaux des inventeurs et innovateurs ;
- promouvoir la protection des inventions et des innovations par le biais du brevet, de la marque, du nom commercial, du dessin et du modèle d'utilité (...) ;
- organiser des foires et des

expositions au niveau national sur les inventions et les innovations ;

- contribuer au transfert des technologies créées par ses membres vers le monde rural ;
- concevoir et mettre en œuvre des projets de développement ;

Grâce aux efforts fournis par l'association, elle a été coptée par le ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation qui œuvre à la valorisation des résultats de la recherche et des innovations à travers l'Agence Nationale de Valorisation des Résultats de la Recherche et des Innovations (ANVAR). Ainsi, AB2i est membre de plusieurs structures nationales dont le Haut Conseil de la Recherche Scientifique et des Innovations, le Cadre sectoriel de Dialogue – Recherche innovations, le Conseil Scientifique et technique du FONRID, le comité de pilotage de la SNVTII et le Conseil de Gestion de l'IRSAT.

Elle participe de façon biennale en tant que partenaire de l'ANVAR à l'organisation du Forum National de la Recherche Scientifique et des Innovations Technologiques (FRSIT) et à la mise en œuvre d'activités telles que celles entreprises par l'ANVAR dans le cadre du projet VARRIWA.

Signature d'une convention de partenariat avec Le Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique (CNRST)

En février 2021 l'AB2i et le Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique du Burkina Faso ont signé une convention de partenariat qui vise plusieurs objectifs dont les principaux sont la promotion des résultats de la recherche, de l'invention et de l'innovation. Mais au-delà, le CNRST et AB2i veulent définir des projets communs pour la mobilisation des ressources financières.

Une association qui contribue efficacement aux urgences de l'heure et aux défis au défis du contexte

Dans le contexte de la crise sanitaire liée à la pandémie du Covid 19, Bernardin BOUDA inventeur-innovateur membre de l'AB2i, avait fabriqué des lave-mains à pédale. Cette machine utilise un système de vase communiquant pour ravitailler les bidons au fur et à mesure que l'eau est utilisée.

Pour pallier aux problèmes de déchets pneumatiques, l'entreprise Sinaly écolo-express de Dramane SANOGO, également membre de l'AB2i, est

spécialisée dans la fabrication des poubelles, des fauteuils, de matériels de culture hors sol à base de pneus.

Cependant, malgré les efforts fournis et l'accompagnement des autorités, l'association rencontre des difficultés qui peuvent être perçus en deux volets : l'insuffisance en matière de gouvernance et celle des ressources financières issues surtout de partenariats (coopération extérieure, projets nationaux, etc.). « Ce ne sont pas des idées qui nous manquent. Mais par déficit de financement, des projets sont rangés dans les tiroirs. De plus en plus, on peut se détacher les technologies importées et tourner le regard vers les innovations locales » déclare le président de l'AB2i, M. Lassina NEBIE, lors de la XIIIe édition du Forum national de la recherche scientifique et des innovations technologiques

L'association prévoie dans un avenir proche, mener des actions fortes pouvant soutenir la diffusion et la valorisation des innovations technologiques. Elle souhaite également des partenariats pour contribuer à la réalisation d'un certain nombre d'actions prévues notamment :

- la création et l'institution d'un cadre de concertation national technique des inventeurs et innovateurs ;
- la création d'un fond d'appui au développement des prototypes innovants ;
- la création d'une plate-forme numérique de diffusion des résultats des innovations technologiques.

InnovAfrique : Mouhamadou Lamine Kebe, co-fondateur de Tolbi, une start-up sénégalaise spécialisée dans l'agriculture digitale

A 25 ans, Mouhamadou Lamine Kébé est lauréat du Grand Prix du Président de la République du Sénégal pour l'innovation numérique en 2020, avec la start-up Tolbi qu'il a cofondée en 2019 et qu'il dirige. Tolbi propose des solutions basées sur l'intelligence artificielle, les drones et l'Internet des objets connectés qui permettent d'offrir des informations en temps réel pour mieux gérer l'eau d'irrigation, les apports en engrais et la détection des maladies des plantes. Il contribue ainsi à développer une agriculture intelligente, de précision, plus résiliente au changement climatique. Ingénieur diplômé de l'Ecole supérieure polytechnique de Dakar, il a également été primé par l'Union africaine des télécommunications pour son robot Docteur Car, qui aide les soignants à traiter les malades de la Covid sans risquer d'être contaminés. Enfin, il a aussi remporté avec le Centre spatial Téranga Space, le Challenge Acting Space 2020, co-organisé par l'Agence universitaire de la Francophonie. Bref, l'innovation fait partie de son ADN.

Quelles sont les motivations qui vous ont amené à créer Tolbi, qui veut dire champ en wolof ?

80% des producteurs agricoles mondiaux sont des petits exploitants. Face à l'insécurité alimentaire, les technologies qui sont développées ne sont pas adaptées au contexte social africain. Elles sont chères et la plupart du temps, les applications sont en français ou en anglais et dans les zones rurales, il n'y a pas assez de connectivité Internet. Donc on a jugé utile de développer une technologie qui serait inclusive, adaptée au contexte social, en permettant aux producteurs d'interagir en langues locales et en temps réel, pour leur permettre d'augmenter leurs revenus agricoles et leur production à travers des pratiques agricoles intelligentes.

Vous ciblez beaucoup les agriculteurs des petites exploitations familiales qui représentent notamment l'essentiel de la production agricole en Afrique. Qu'est-ce que vous leur offrez de spécifique et en quoi cela peut-il changer leur vie ?

On leur permet d'avoir des informations en temps réel sur les bonnes pratiques agricoles du jour, grâce à des appels téléphoniques passés dans leur langue locale. On calcule par exemple les besoins en eau, avec des images satellitaires, mais aussi la quantité de fertilisants à mettre dans les sols. On les alerte en temps réel lorsqu'une partie de leur champ est attaquée par des ravageurs et on leur suggère des traitements à appliquer. On leur fournit des prévisions de rendements. On permet aussi aux conseillers agricoles de les accompagner en temps réel, à distance, via des images satellitaires. Tout cela leur permet d'adopter de nouvelles pratiques agricoles intelligentes basées sur la technologie, d'augmenter leur production et d'amoindrir leurs pertes en eau d'irrigation.

Si je suis une petite agricultrice, j'ai finalement juste besoin d'un téléphone, même pas d'être branchée à Internet ?

C'est ça, vous avez juste besoin d'un téléphone et vous recevrez chaque jour en langue locale des informations en temps réel. C'est ce qui est intéressant chez nous, c'est que c'est calculé par rapport aux besoins réels de la plante. On applique des algorithmes sur des images satellitaires pour dire voilà en ce moment quelle est la quantité d'eau dont la plante a besoin.

Et vous avez remarqué des changements notables dans l'utilisation de l'eau d'irrigation ? Qu'est-ce que vous avez pu observer comme impacts déjà ?

60 à 80 % d'économie en eau d'irrigation et 30% de rendement en plus, si les pratiques sont appliquées à l'échelle parcellaire d'un champ.

Donc, dans la palette des outils et des services que vous proposez, vous avez ce système par SMS. Qu'est-ce que vous offrez d'autre aussi aux petits agriculteurs ?

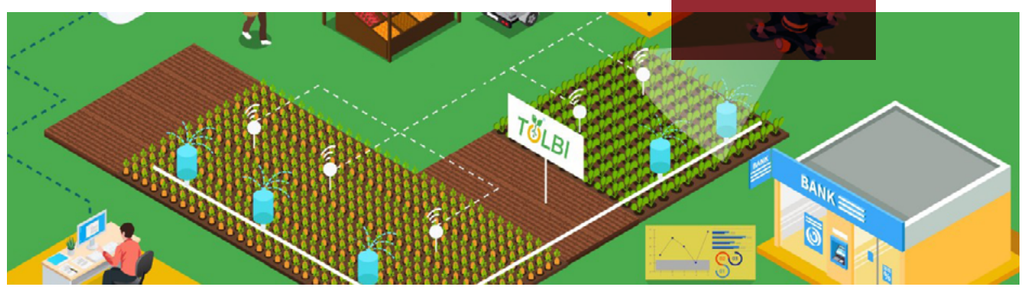
C'est un système par appels, car la plupart des producteurs ne savent pas lire. L'idée, c'est de faire des appels que le producteur puisse recevoir, qu'il puisse décrocher et entendre des conseils. Et si, pour une raison ou pour une autre, l'appel n'est pas passé, on reprogramme l'appel afin de s'assurer que l'information est bien parvenue au producteur.

Qu'est-ce que vous offrez d'autre ? Pourriez-vous nous parler d'e-Tolbi ?

Avec e-Tolbi, on voit beaucoup plus large, car la problématique de l'agriculture ne concerne pas juste des bonnes pratiques que les agriculteurs pourraient adopter. Elle concerne aussi les conseillers agricoles qui sont mis à disposition des producteurs et qui sont chargés de les accompagner, notamment sur la production et la commercialisation. Or l'un des challenges qu'on a, c'est qu'on n'a pas assez de conseillers agricoles et les conseillers ne peuvent pas se déplacer chaque jour. Avec e-tolbi , on permet aux conseillers de faire le monitoring en temps réel des producteurs et de prioriser leurs déplacements et leurs interventions. Donc, un conseiller pourra savoir à distance qu'est-ce que l'agriculteur est en train de faire et quelles sont ses performances. A une échelle beaucoup plus large, on permet maintenant à des agences, donc au gouvernement, aux ministères, aux différentes directions agricoles, d'avoir des données macro sur les statistiques en temps réel. Et ils vont pouvoir se baser sur ces données-là pour prendre des décisions, notamment au niveau de la régulation des prix, des importations et des exportations, qui pourront protéger davantage les agriculteurs et les consommateurs en termes de prix. Donc, c'est vraiment une plateforme qui regroupe ces trois différents types d'acteurs, en leur offrant à chacun des interfaces différentes.

Les femmes agricultrices ont une approche un peu différente du digital, elles sont souvent moins familières avec ces technologies Est ce que vous avez des services qui les ciblent plus particulièrement ?

Avec Tolbi, on cible déjà ce segment-là. Les opérateurs téléphoniques suivent une logique de modèles économiques de rentabilité, et donc souvent ils ne déploient pas d'infrastructures de télécommunications et de réseaux Internet au niveau du monde rural, ce qui impacte les femmes agricultrices qui n'ont pas accès à une connectivité pour pouvoir disposer d'applications. Avec notre interface vocale d'appels, on permet à ces femmes-là, à ces jeunes agricultrices surtout, de bénéficier des mêmes informations que les autres qui disposent d'un smartphone, en étant moins chers et beaucoup plus inclusifs.



Ce qui fait finalement la force de votre offre, c'est qu'elle soit inclusive, qu'elle soit simple et qu'elle se fasse dans des langues locales. Vous le faites en wolof ?

Oui et bientôt on le fera aussi en puular, sérère, joola et malinké.

Est-ce que vous pensez que le digital a les atouts nécessaires pour séduire et convertir les jeunes à l'agriculture ? Et qu'est-ce qu'il faudrait pour les inciter davantage à se tourner vers l'agriculture ?

L'agriculture pourrait être plus attractive, déjà si elle était plus mécanique et automatique. Je pense par exemple à l'irrigation automatique, aux tracteurs. Si on ajoute les applications digitales, et une possibilité d'interaction plus grande à distance, je pense que cela pourrait inciter beaucoup plus de jeunes à se tourner vers l'agriculture, sachant qu'elle est gage de développement et d'émancipation économique.

Quel est, selon vous, l'avantage comparatif des start-up africaines par rapport aux autres startup ?

L'avantage comparatif que les start-up africaines ont, c'est qu'elles évoluent dans des marchés qui ne sont pas saturés comme les marchés américain et européen, où pour la plupart des problématiques, des solutions ont déjà été apportées. En Afrique, il y a beaucoup plus de problèmes à résoudre. Et pour des start-up ou des jeunes, qui dit problématiques dit opportunités de pouvoir trouver des solutions et des modèles économiques rentables...

Qu'est-ce qu'il faudrait faire pour encourager davantage l'innovation chez les jeunes ?

Développer des mécanismes de financement et des outils adaptés, comme le capital-risque, le financement d'amorçage. Inciter aussi les investisseurs à prendre beaucoup plus de risques. Sur les marchés africains, les investisseurs ne prennent pas assez de risques sur les start-up et ça amène moins de fonds, donc moins d'opportunités. Il faut vraiment mettre beaucoup de cash et donner l'opportunité aux jeunes pousses de se développer.

En dehors des financements, est-ce qu'il y a d'autres leviers ?

Oui, la formation. Une formation appropriée. Il y a beaucoup de parcours universitaires qui sont proposés, mais la plupart ne sont pas adaptés vraiment à ce que les jeunes puissent sortir de l'université et faire de l'entreprenariat. Donc, il faut vraiment réadapter le cursus scolaire, mettre en place d'autres modules, d'autres parcours qui permettront d'allier théorie et pratique, afin de préparer les jeunes à pouvoir sortir d'une formation et d'être embauchés.

Le Sénégal est en train de se démarquer des autres pays de la région en matière de transformation digitale, avec des savoir-faire qui s'exportent dans la sous-région, notamment en matière de dématérialisation des administrations, de santé digitale, d'édition de logiciels, etc. Qu'est ce qui explique selon vous la particularité et la force de l'écosystème sénégalais ? Et en quoi cet écosystème vous a-t 'il aidé ?

Le Sénégal a su créer un écosystème, qu'on appelle chez nous le 'Lion Tech', notamment à travers la Délégation à l'entrepreneuriat rapide (DER) qui a su établir un cordon ombilical entre les startupers, les investisseurs et les incubateurs. La DER a développé pas mal d'initiatives, comme prendre des start-up, les envoyer à l'étranger pendant deux mois, afin d'apprendre pas mal de choses. Elle fait aussi le lien entre les différents écosystèmes de la sous-région. Et elle offre également des financements. C'est tout ce cocktail-là qui fait qu'aujourd'hui, le Sénégal se positionne au premier rang de la sous-région en termes de levées de fonds.

Et vous avez profité de cet écosystème via la DER ? J'ai vu aussi que vous aviez un incubateur au sein de l'ESP de Dakar, pourriez-vous nous en parler davantage ?

Effectivement, des écoles comme l'École supérieure polytechnique de Dakar ont su s'insérer dans ce cadre-là en mettant en place des incubateurs et, en accompagnant les étudiants dès leur formation pour qu'ils puissent aujourd'hui avant de sortir créer leur propre business, tester les choses et faire des partenariats entre écoles afin de mettre en place une solution qui résout des problèmes. Donc, effectivement, on est incubé actuellement au niveau de la Forge ESP, qui est le Centre d'innovation et d'entrepreneuriat de l'ESP.

Tolbi vient d'être sélectionné dans le cadre du programme Google for Startup Advisory Sustainable Development Goals, qui est un programme destiné à donner aux start-up les moyens de créer et d'évoluer en entreprise viable à impact sur un ou plusieurs objectifs de développement durable des Nations unies. Est-ce que vous pouvez nous en dire plus sur ce programme ? Qu'est-ce que vous en attendez et comment voyez-vous l'avenir de Tolbi ?

Grâce à ce programme, on a accès à du monitoring avec des ingénieurs de Google sur différentes thématiques, que ce soit de l'ingénierie, du management et de la finance. Ça nous permet d'augmenter en compétences et dans le cadre de notre développement, on est en train de déployer nos solutions dans différentes régions du Sénégal et l'idée actuellement en 2023, c'est d'exporter nos solutions dans d'autres pays de la sous-région, comme la Côte d'Ivoire, qu'on a déjà commencé à étudier, afin de faire profiter davantage les exploitants agricoles de nos solutions.

Une dernière question, quel est selon vous le potentiel disruptif des technologies digitales dans l'agriculture ? L'agriculture digitale, c'est de l'optimisation, mais pas seulement, on dit qu'elle bouleverse beaucoup de choses. Lesquelles, en fait ?

Le potentiel disruptif est énorme, si on prend ne serait-ce que l'accès aux finances qui est un grand souci au niveau des exploitants agricoles. Généralement ils ne peuvent pas rédiger des business plans afin de défendre leurs projets. Or la technologie comme les données peuvent parler à leur place et leur permettre d'avoir accès aux crédits, aux subventions et aux financements, et donc d'avoir une production beaucoup plus intensive et des revenus beaucoup plus soutenus. L'autre chose, c'est l'adoption de pratiques agricoles intelligentes adaptées aux changements climatiques et à la rareté des eaux de pluie. Il faut vraiment amoindrir les pertes en eau d'irrigation, mais aussi les pertes dues aux ravageurs et autres, et aussi essayer d'avoir des prévisions de rendements, afin de faire ce qu'on appelle des précontrats. Les technologies digitales peuvent faire une grande différence et permettre aux agriculteurs d'avoir accès à toutes ces données-là à et toutes ces pratiques, grâce aux images satellitaires.

Valorising Research Results and Innovation in West Africa (Valoriser les résultats de la recherche et de l'innovation en Afrique de l'Ouest)

© VaRRIWA Juin 2022